

## MOHAMED CHAFIK

## «1992 aura représenté un rendez-

*Notre ami Mohamed Chafik Mesbah, qui anime dans les colonnes de notre journal le supplément «L'Entretien du Mois», prépare la publication prochaine de son ouvrage Problématique Algérie, qui traite de l'évolution de la situation générale dans le pays. Le Soir d'Algérie, qui a déjà publié des bonnes feuilles de cet ouvrage, livre à ses lecteurs, cette fois des passages choisis de l'épilogue par lequel se conclut l'ouvrage. Nous avons sélectionné ces passages en raison de l'aspect inédit de l'éclairage qui est apporté à propos, tout singulièrement, de l'évolution de l'institution militaire et de l'état des lieux au sein des services de renseignement. Les liens entre cette évolution et le redéploiement de l'OTAN dans l'espace méditerranéen n'est pas en reste dans cette analyse.*

**Abderrahmane Seddik** : Les signes de stabilisation de la situation sécuritaire vous paraissent-ils pérennes ?

**Mohamed Chafik Mesbah** : Comme phénomène de masse, impliquant un nombre important d'acteurs, se manifestant par la guérilla de maquis étendu et des attentats individuels et collectifs intenses en milieu rural et urbain, le terrorisme a disparu. Ou, pour le moins, il s'est considérablement estompé. Les principales organisations terroristes – FIDA, GIA et AIS – ont été anéanties ou neutralisées. Mais d'autres formes de terrorisme lui ont succédé. D'une part, le grand banditisme avec rackets et rackets, notamment en direction des couches sociales qui se sont nouvellement enrichies ou celles qui affichent ostensiblement leurs richesses. Cette forme de terrorisme ne s'embarasse pas de message politique. D'autre part, les attentats menés par des kamikazes contre des objectifs officiels ciblés essentiellement pour leur portée symbolique. C'est là une forme qui se revendique d'un message politique explicite en proclamant une détermination avérée à combattre «le régime impie allié des puissances occidentales». Cette dernière forme de terrorisme tire sa filiation des modes d'intervention utilisés par les résidus de groupes terroristes radicaux algériens, notamment le GSPC, désormais, regroupés sous la bannière d'Al-Qaïda Maghreb. Avec une évolution significative dans le choix des cibles et des modes opératoires. Les cibles désormais sont spectaculaires, ayant principalement rapport symbolique avec les attributs du pouvoir. Les modes opératoires sont imparables, des attentats à l'explosif menés par des kamikazes acceptant de sacrifier leur vie. Si l'objectif tactique consiste toujours à frapper l'opinion en provoquant des pertes, surtout en vies humaines, l'objectif stratégique consiste désormais en variant, sans cesse, les formes et les lieux d'intervention à épuiser les forces de l'ordre de manière à décrédibiliser l'Etat et à approfondir encore plus le fossé séparant pouvoirs publics et population.

Quel pronostic d'évolution envisager à court et moyen terme ? Avant de se prononcer, examinons trois dimensions essentielles de la lutte contre le terrorisme en Algérie. La première dimension est conceptuelle. Elle se rapporte à l'absence de stratégie formalisée de lutte contre le terrorisme. Nonobstant les aspects de doctrine militaire et les aspects connexes liés à la situation politique, économique et sociale, il manque ce travail de conceptualisation visant à consigner l'expérience irremplaçable que les services de renseignement algériens ont accumulé dans la lutte contre le terrorisme. Il faudrait s'interroger s'il existe un traité de stratégie, un programme d'enseignement normalisé, une typologie homologuée des modes opératoires et des conduites à tenir. A l'état empirique, une approche globale du phénomène du terrorisme a pu s'imposer avec une projection appropriée sur le terrain. Cela a été moins le fait d'une démarche conceptuelle préalable que le résultat d'un savoir-faire empirique de cadres rompus à l'exercice, aguerris par le terrain et, depuis, trop hâtivement libérés ou remerciés. Deuxièmement, la dimension organisationnelle. La dissolution anticipée des structures spécialisées de lutte contre le terrorisme – à l'image de l'ONRB (Office national de la lutte contre le banditisme) – et le recyclage, pour ne pas dire la disgrâce, des cadres qui dirigeaient le dispositif opérationnel de lutte contre le terrorisme a entraîné un affaiblissement certain des capacités de riposte. La dissolution du Cemis, organe interministériel de coordination du dispositif de lutte contre le terrorisme, intervenu après le départ de l'ancien chef d'état-major de l'ANP, le général Mohamed Lamari – qui le présidait de fait – a provoqué un vide qui n'a pas été comblé. Le Cemis, au total, aura été un lieu de coordination efficace et la per-

sonnalité charismatique du général Mohamed Lamari avait pu s'imposer à l'ensemble des chefs de services de sécurité et de renseignement intervenant au titre de la lutte contre le terrorisme. La troisième dimension est d'essence politique. Elle se rapporte au découplage persistant entre la lutte contre le terrorisme et les actions audacieuses de développement économique et social, destinées à restaurer les liens de confiance entre la population et les pouvoirs publics. Une erreur d'appréciation – presque un déni de réalité – conduit les pouvoirs publics à imaginer volontiers que les nouveaux terroristes ne sont pas le produit du terreau de la société algérienne, mais une création ex nihilo, importée par les soins de l'organisation Al Qaïda. Pourtant, quel homme politique, tant soit peu avisé, pourrait ignorer que les mêmes causes produisant les mêmes effets, la violence se nourrit toujours de la pauvreté et de l'injustice !

A propos, toujours, de cette dimension politique, comment ne pas évoquer l'impact ambigu de la politique de réconciliation nationale ? Cette démarche a généré une illusion trompeuse de situation dépassée avec l'idée que le terrorisme avait disparu, les sources politiques de la violence étant taries. Voyez les dégâts causés par ce discours infantile sur le niveau de mobilisation des forces de l'ordre et leur degré de vigilance.

Dans la conjoncture présente, le succès des actions terroristes repose sur certains points d'appui favorables, tels que l'absence de vision stratégique officielle pour combattre le terrorisme, l'état d'ébullition exacerbé de la société réelle et enfin l'état de déprime sociale qui gagne les rangs de la masse des forces auxiliaires aux services du maintien de l'ordre. Les perspectives d'évolution de la conjoncture sécuritaire sont à cet égard plutôt sombres. Pour le plus grand malheur de notre pays, l'hypothèse à privilégier est celle qui pourrait voir se croiser, avec une onde de choc inouïe, courbe de violence liée au terrorisme et courbe de violence liée à l'ébullition sociale.

**Quelle lecture faites-vous des évolutions qui ont affecté, récemment, l'institution militaire ?**

Pour une meilleure compréhension du problème, il faut distinguer entre, d'une part, le corps de bataille, c'est-à-dire les grandes unités de combat et les commandements opérationnels, ainsi que leur dispositif de soutien logistique et, d'autre part, les services de renseignement qui continuent de relever de la tutelle de la Défense nationale. Les changements dont je fais état concernent essentiellement la première composante des forces armées. Ces changements portent sur l'amélioration substantielle de la qualité de l'encadrement militaire, tant du point de vue de l'âge que du niveau de formation technique et intellectuelle. Pour l'essentiel, l'encadrement militaire actuel provient d'officiers formés au sein des fameuses Ecoles des cadets de la révolution, de l'Académie militaire interarmes de Cherchell et dans les universités, s'agissant de recrues sur titre engagées dans les rangs des forces armées à la fin de leurs études supérieures. Pour la plupart, ces officiers ont suivi des cycles de spécialisation ou des stages de commandement dans les grandes écoles militaires occidentales, russes et arabes. Un parcours qui leur permet de se mesurer, au plan de la maîtrise professionnelle, à leurs pairs des armées modernes. Les changements se sont effectués, par ailleurs, dans le respect des équilibres sociologiques. Le rajeunissement de l'encadrement militaire n'a pas affecté la prédominance des cadres issus de la région est du pays, largement majoritaires au sein de la chaîne de commandement. Ce sont également toujours des officiers d'extraction sociale modeste, paysannerie pauvre et petite bourgeoisie, qui composent majoritairement cette

chaîne de commandement. Cela dénote, à l'évidence, une gestion prudente de la ressource humaine au sein des forces armées.

Comme je le soulignais auparavant, cet effort de rajeunissement et de professionnalisation ne s'est pas projeté, pour autant, dans une doctrine militaire transparente. C'est cette doctrine qui nous aurait renseignés sur la politique de défense nationale. A moins que celle-ci ne se résume implicitement à une simple adéquation de l'effort de guerre national avec les impératifs spécifiques à l'OTAN, les nouvelles menaces qui vont de la lutte contre le terrorisme jusqu'à la participation aux forces d'interposition dans les conflits localisés en passant par la prévention des exodes de population...

**Pensez-vous que l'Alliance atlantique est en mesure d'imposer à l'Algérie une feuille de route ?**

Encore une fois, ma vision des choses est pragmatique. Bien sûr, à observer scrupuleusement le statut de l'OTAN, vous seriez bien en peine de trouver une disposition qui lui permette d'interférer dans la politique de défense d'un pays tiers. Mais derrière l'apparence institutionnelle de l'OTAN et, d'une manière générale, du système de relations internationales, se profile inévitablement la politique de puissance américaine.

Comme vous le savez, l'OTAN a engagé ce qu'il est convenu d'appeler le dialogue méditerranéen avec un certain nombre de pays riverains à la Méditerranée précisément. Dans l'argumentaire élaboré par les services de l'OTAN, il est spécifié expressément que l'interopérabilité des forces est l'un des objectifs majeurs visés par le dialogue. Dans l'immédiat, le rapprochement avec l'OTAN se traduit précisément, pour des considérations opérationnelles, par une transformation graduelle de la chaîne de commandement militaire. Les exigences liées à l'interopérabilité obligent l'ANP à se mettre à niveau. C'est forcément les militaires qui maîtrisent les armements requis et capables de conduire des interventions adaptées aux théâtres d'opération modernes qui supplanteront progressivement ceux qui ne sont pas formés. L'Algérie n'en est pas encore au stade de l'adhésion à l'Alliance atlantique qui comporte des conditionnalités rigides, mais déjà sa proximité avec l'OTAN lui impose une mise aux normes de la formation de son encadrement et de la nature de ses systèmes d'armement. Vous êtes choqués par l'expression «imposée par l'OTAN» ? Disons alors qu'il s'agit d'une feuille d'«inspiration OTAN»...

**Revenons à l'évolution des choses au sein de l'institution militaire. Quelle lecture politique faites-vous des changements que vous avez évoqués ?**

En effet, les changements évoqués sont intéressants à décrypter sur le plan politique :

- A court terme, le président Abdelaziz Bouteflika, en remplaçant – sans payer de coût politique significatif – la génération des généraux «janviriéristes» par de nouveaux chefs militaires que nous pourrions appeler des «guerriers professionnels», a éliminé toute source possible de contestation de sa démarche à partir des forces armées.
- A moyen terme, le président Abdelaziz Bouteflika a subtilement conçu la répartition des prérogatives entre délégataires de pouvoir au niveau du ministère de la Défense nationale de manière que leurs influences s'annulent réciproquement.
- A long terme, le président Abdelaziz Bouteflika est en passe d'achever le découplage entre les services de renseignement et les forces armées, privant les premiers de l'appui ostensible qui faisait leur force et les seconds de l'interface sur la société qui leur permettait d'agir politiquement.

Je me permets, pour conclure, de revenir sur le dialogue méditerranéen engagé par l'OTAN pour souligner qu'il vise à favoriser la réforme de la Défense nationale, à travers notamment, je cite, «la promotion du contrôle démocratique des forces armées». Cette affirmation est à relier, sans aucun doute, au cours actuel de l'évolution de la chaîne de commandement de l'ANP. J'ai déjà insisté sur la qualité de la formation de ces nouveaux chefs militaires qui, désormais, disposent, entre leurs

maines, de la réalité des leviers de commande, puissance de feu et dispositif de soutien logistique. Leur degré de conscience, qui se caractérise par un patriotisme aigu et un rejet des clivages régionalistes, se manifeste aussi par une adhésion raisonnée aux impératifs de bonne gouvernance. L'un dans l'autre, cet état d'esprit intrinsèque et les principes institutionnels défendus par l'OTAN devraient prémunir ces nouveaux chefs militaires contre la tentation d'une interruption intempestive dans la sphère politique.

**Pourtant, des observateurs avisés considèrent que le président de la République reste l'orbite de la hiérarchie militaire dont il ne fait qu'appliquer les consignes...**

De quelle hiérarchie parlez-vous ? Tenons-en-nous à la réalité du terrain. Pour être, effectivement, en désaccord politique avec M. Abdelaziz Bouteflika je me refuse, néanmoins, de nier son talent tactique qui le surclasse par rapport à ses contestataires passés au sein de la chaîne de commandement. Sa connaissance parfaite du jeu subtil de l'influence étrangère lui permet de percevoir, avant eux, les impératifs qui découlent de l'ancrage durable de l'Algérie à ce monde unipolaire et l'intérêt pour lui de s'adapter aux contraintes politiques et opérationnelles fixées par l'OTAN... Ce n'est sans doute pas fortuit que M. Abdelaziz Bouteflika, depuis son accession à la magistrature suprême, n'ait eu besoin, à proprement parler, ni d'un ministre des Affaires étrangères, ni d'un ministre de la Défense nationale ...

**Votre vision des choses paraît trop idyllique ! Que faites-vous du conflit de générations qui persiste et des divergences d'écoles ... ?**

Vous voulez évoquer la présence dans la hiérarchie militaire d'une poignée de responsables qui se comptent sur les doigts de la main et qui proviennent de l'Armée de libération nationale ? Je ne pense pas que leur présence soit de nature à contraindre le processus de rajeunissement en cours. Si vous visez, de manière spécifique, le chef d'état-major de l'ANP, j'ai la conviction que c'est pour des raisons symboliques liées, entre autres, à son appartenance à l'ALN, qu'il a été choisi pour assumer une mission temporaire dans le cadre de l'équilibre subtil des prérogatives réparties entre délégataires majeurs de pouvoir au ministère de la Défense nationale. Mais, à terme rapproché, la fonction de chef d'état-major de l'ANP, de plus en plus technicienne, sera, de mon point de vue, accessible à la génération d'officiers incorporés après l'indépendance nationale. Vous évoquez, en deuxième lieu, les divergences résultant de la diversité des parcours des officiers qui forment l'ossature de la chaîne de commandement.

Effectivement, ces nouveaux chefs militaires ayant suivi des formations supérieures au sein d'académies différentes, nationales et étrangères, il se pose la question de l'homogénéisation des visions, sur le plan technique aussi bien que sur le plan de la doctrine. L'Ecole supérieure de guerre, nouvellement créée, et l'Institut militaire de documentation, d'évaluation et de prospective, de création plus ancienne, ne semblent pas, en ce sens, avoir apporté la contribution attendue. L'effort de rajeunissement de la chaîne de commandement militaire, concomitant à celui de la modernisation du potentiel de combat, ne s'est pas accompagné – je l'ai déjà souligné – de la rénovation de ce qui tenait lieu de corps de doctrine militaire. Une opacité est entretenue autour de cet impératif de rénovation de la doctrine de défense qui retarde la mise à niveau conceptuelle souhaitée.

Une politique de défense nationale, ce sont la menace identifiée et le mode d'organisation de la nation pour y faire face qui sont précisés. La doctrine de défense, c'est la mise en œuvre opérationnelle de ces principes majeurs avec le choix de priorités en matière de taille des armées et de nature des systèmes d'armement à acquérir. Cela n'est pas un secret dans les pays développés où la notion de secret n'est pas galvaudée. Au contraire, ces pays produisent, chaque jour, des études exhaustives sur la question qui contribuent à consolider l'esprit de défense.

## MESBAH :

## vous manqué avec l'Histoire»

1<sup>re</sup> partie

Dans notre pays, tout se passe comme si les instances politiques, conscientes qu'il n'existait plus d'alternative à un alignement sur l'OTAN – ou à une confrontation avec elle –, avaient choisi de louvoyer. C'est peine perdue. Les politiques de défense nationale s'inscrivent désormais dans des logiques de sécurité régionale liées aux impératifs fixés par les grandes puissances, en particulier la première d'entre elles, les USA.

**Ne voyez-vous pas une contradiction dans le corps de votre analyse en ce sens que vous évoquez une feuille de route inspirée par l'OTAN pour la politique de professionnalisation en cours de l'ANP alors qu'il est de notoriété publique que l'essentiel de l'armement que l'Algérie acquiert provient de Russie ?**

C'est juste une contradiction apparente. Le pacte de Varsovie n'existe plus et les questions militaires, dans leur dimension stratégique, doivent être examinées, désormais, sous l'angle de la mondialisation avec ce que cela implique comme recomposition des rapports de force à l'échelle internationale. Croire que l'armement fourni par la Russie – au demeurant, payé monnaie sonnante et trébuchante – s'inscrit dans une rivalité de blocs, c'est se tromper d'époque. Il y a lieu de s'interroger, à présent, si les complexes militaro-industriels russes et américains ne se sont pas, de facto, réparti le marché mondial des armes à l'image d'un Yalta et s'attachent, non à se combattre, mais à s'épauler mutuellement. Dans le cas d'espèce, ce qui importe c'est moins l'origine de l'armement que sa nature, en termes de complexité technologique, de puissance de feu et de distance d'impact. Ce sont ces données qui permettront de distinguer, à travers l'usage projeté, la véritable politique de défense suivie par l'Algérie.

**Pourriez-vous mieux illustrer la défaillance du commandement militaire dont vous faites état ?**

Tirant profit de la situation économique et sociale délétaire où était plongé le pays et, sub-séquentement, prenant prétexte des attentes de la population en matière de moralisation de la vie publique et de justice sociale, le FIS s'était présenté comme la seule force capable de réaliser la transition entre un système finissant et un système à construire. Je ne fais pas secret de ma position, je considérais que si le FIS était bien capable de renverser le régime par la violence, il ne disposait pas, en revanche, d'un projet national et d'une élite éprouvée qui lui auraient permis de gouverner correctement dans la durée. Le commandement militaire, dont l'attention était focalisée sur le risque d'affaiblissement de l'ordre institutionnel, avait pris la décision d'interrompre le processus électoral, ôtant au FIS la possibilité de réaliser le changement promis.

**En revanche, le commandement militaire n'avait pas offert à la population de vraie alternative à travers le choix audacieux de conduire, par lui-même ou avec d'autres forces politiques représentatives sur la base d'un pacte national solide, la transformation indispensable du système. Je récusé l'idée que la motivation des chefs militaires de l'époque consistait à stopper le processus de réformes, en s'opposant aussi bien à une gestion libérale et transparente de l'économie qu'à la démocratisation du système. Les choses ne sont pas aussi simples. L'attention du commandement militaire était moins appelée sur ces problématiques que focalisée sur deux cibles presque exclusives : contenir le FIS, d'une part, dont ils craignaient qu'il ne liquide même physiquement les chefs militaires et rendre impraticable, d'autre part, la formule de la cohabitation avec ce parti que le président Chadli, avec l'ancien chef du gouvernement, Mouloud Hamrouche, semblaient privilégier. C'est dans ces conditions – la disparition brutale du président Boudiaf rendant plus grave la situation – que le commandement militaire, peu habitué à l'exercice, s'est soustrait au défi politique en confiant les leviers de l'Etat à des élites, pour l'essentiel, coupées de la société réelle.**

Je voudrais nuancer, cependant, la sévérité de ce constat. Nonobstant cette défaillance du commandement militaire, je ne partage nullement certaines idées reçues. Des analystes ont disposé, sur une base arbitraire, que les chefs de l'ANP avaient agi de la manière dont ils avaient agi, parce qu'ils étaient coupés de la société réelle. A l'époque, les officiers généraux et leurs collaborateurs immédiats étaient des cadres d'origine sociale modeste, essentiellement ruraux. Je refuse de céder, cependant, à une forme d'idéalisation excessive de l'institution militaire.

Naturellement, certains chefs militaires, pas la hiérarchie en tant que phénomène social, ont adopté des comportements pathogènes qui ont contribué à discréditer la corporation dans sa totalité. Mais ce qui doit retenir notre attention, ce n'est pas l'histoire liée aux modes individuels, c'est la société militaire, à travers l'analyse de la structure dite «commandement» qui

est l'une de ses composantes essentielles. Issus de l'Armée de libération nationale, les chefs militaires ont, pour la plupart, complété leur formation dans les académies nationales et étrangères. Jusqu'à une heure tardive, dans l'évolution de l'institution militaire, une certaine ligne de fracture a bien existé entre officiers dits de l'armée française et officiers dits de l'Armée de libération nationale où se juxtaposaient, d'ailleurs, clivages idéologiques et techniques, mais dont il faut en relativiser l'impact. Déjà, le président Houari Boumediene, en son temps, voulait la masquer totalement. Il y avait bien également un tassement dans la pyramide des grades qui a laissé végéter vers le bas les plus instruits parmi les cadres militaires. Ces clivages se sont, peu ou prou, estompés devant la nécessité d'une solidarité active face aux défis majeurs du conflit du Sahara occidental puis de l'émergence du Front islamique du salut. Il faut garder à l'esprit, à cet égard, le fonctionnement, j'allais dire presque démocratique, de l'institution militaire puisque le ministre de la Défense nationale de l'époque prenait la précaution de réunir, jusqu'à un niveau relativement subalterne, les cadres de l'ANP pour requérir leur assentiment et fonder le consensus qui permettait au commandement d'avancer les rangs serrés. Cela peut paraître une hérésie pour une institution fondée sur l'obéissance et la discipline. C'est bien selon ce mode que les formes armées portugaises ont fonctionné pour trouver leur indispensible cohésion face à des événements d'une portée bien exceptionnelle. Il est permis de s'interroger si ce mode de fonctionnement pouvait perdurer, mais force est de constater que c'est l'abandon de ce principe qui a affaibli la solidarité militaire.

Cela dit, les principaux responsables militaires, en 1992, chefs de Régions militaires comme commandants de forces, ne disposaient pas des attributs, du prestige social et des avantages qui étaient ceux de leurs homologues, durant le règne du président Houari Boumediene. Il ne faut pas céder, là non plus, aux prénotions, les chefs militaires impliqués dans les processus politiques s'étaient intuitivement sentis à travers le Conseil de la Révolution dont ils étaient membres, ce n'était pas l'institution elle-même qui était concernée.

Certes, les études fiables sur la composition sociale de l'encadrement militaire en Algérie n'existent pas. Il est difficile donc de conforter scientifiquement les constats que j'avance. Je me fonde cependant sur l'observation empirique pour affirmer qu'il est excessif de parler de caste militaire coupée de la société réelle. L'état d'esprit prêt au commandement militaire, à propos de l'Islam, est un préjugé qui ne repose pas sur une observation scientifique. Affirmer que le commandement militaire était habité par une haine pathologique de l'Islam, c'est méconnaître des racines sociales et culturelles, essentiellement paysannes, où puise sa sève cette composante essentielle de l'armée. Le commandement militaire est le produit de la société algérienne, pas une excroissance greffée de l'extérieur.

Il faut distinguer entre l'analyse scientifique et les jugements de valeur politiques, je m'évertue à le dire à ceux de nos intellectuels qui refusent de se libérer de leurs prénotions teintées d'idéologie chaque fois qu'il est question de l'armée. Mais pour revenir à notre sujet, je note que ce n'est pas sans pertinence que mon ami Nacer Djabi, qui s'était livré à l'analyse d'un échantillon de cent ministres du pays, avait abouti à la conclusion que leur profil correspondait parfaitement à la configuration de la société algérienne. Pour résumer ce constat, il a eu cette formule décapante de bon sens que je fais mienne pour le commandement militaire : «C'est une élite tout ce qu'il y a de plus normal qui évolue dans un système politique anormal».

Il faut bien expliquer pourtant la cécité politique du commandement militaire. Ce n'est assurément pas dans le statut social des chefs militaires qu'il faut chercher. Je me permets de rappeler une idée essentielle déjà développée dans le corps de cet ouvrage. L'ANP, depuis l'indépendance, n'a jamais été en fait que l'instrument d'exécution d'une volonté politique incarnée par des chefs qui ont revêtu l'habit civil. Instruite pour obéir, l'ANP n'a pas exercé

le pouvoir directement. C'est pourquoi, elle n'a jamais accédé en profondeur à la compréhension des phénomènes politiques et économiques liés à l'évolution de la société. Elle s'est développée sur la base d'un modèle de formation axé sur les connaissances techniques. L'encadrement militaire n'a pu accéder à l'intelligence des phénomènes de société que sous leur forme d'agrégats. Le fameux commissariat politique de l'ANP servait plus à délivrer des messages pour l'extérieur qu'à consolider la formation intellectuelle des cadres militaires. C'est comme cela que les chefs militaires s'étaient trouvés, en 1992, armés, pour affronter la crise, d'un patriotisme intuitif, sans cette capacité d'anticiper le futur grâce à l'accès raisonné à la logique des phénomènes historiques, politiques et économiques.

C'est, probablement, cette grille de lecture qui permet de saisir le sens de la formule que lancera, plus tard, le général Lamari, devenu chef d'état-major de l'ANP : «Nous, militaires, avons accompli notre mission. Aux autorités civiles d'accomplir la leur.» Entendez, sur le plan opérationnel, les groupes terroristes ont été réduits, il reste aux autorités compétentes de mener les réformes qui correspondent au plan du fonctionnement politique du pays et de son développement économique. Cette forme d'ingénuité explique, dans une large mesure, pourquoi le commandement militaire s'est laissé enfermer dans une logique presque infantile de préservation de l'ordre institutionnel, jusqu'à en faire une fin en soi et arriver même à cultiver l'ambiguïté entre le terrorisme – phénomène pathologique conjoncturel – et le courant islamiste, donnée sociologique objective et pérenne.

Il est bien déplorable, en effet, qu'aucun des chefs militaires ne soit parvenu à jouer le rôle que tenait Kemal Atatürk, dans l'enfancement de la Turquie moderne, ni que les services de renseignement qui constituaient l'interface avec la société politique, n'aient pu faire émerger un des leurs qui, à l'image du major portugais Ernesto Melo Antunes, aurait pu provoquer cette jonction salutaire entre forces armées et forces vives du pays, créant les conditions de la consécration du système démocratique.

Pour le commandement militaire, 1992 aura représenté un rendez-vous manqué avec l'Histoire. Combien aurai-je souhaité, en cette période-là, voir nos chefs militaires prendre la décision d'enfermer manu militari, sous les lambris de la coupole de Club-des-Pins, tous les acteurs politiques représentatifs et légitimes dans le pays, avec cette consigne simple : «Les portes seront ouvertes dès que vous aurez convenu d'une plate-forme politique appropriée pour garantir l'achèvement de la transition démocratique.» Ne me dites pas que cela avait été tenté avec la commission du dialogue national et la conférence qui l'avait suivie. Cette expérience présentait la grave lacune de ne pas avoir pu impliquer toutes les véritables forces représentatives dans le pays.

Comment, me diriez-vous, un commandement militaire démuné de la capacité de perception des phénomènes politiques aurait pu superviser un processus de négociations aussi laborieux ? Il eût fallu, bien sûr, que le commandement militaire eût pris acte, au préalable, de l'obsolescence du système. Il eût fallu que les chefs militaires eussent pris conscience, de manière raisonnée, pas seulement intuitive, qu'il fallait tourner la page du système en place.

Il eût fallu, certainement, que le commandement militaire eût adopté une attitude moins complexée vis-à-vis de l'environnement international. Les partenaires étrangers de l'Algérie définissent leurs politiques vis-à-vis de l'Algérie en fonction d'intérêts d'Etat. Ils sont moins intéressés par une solution idéale qu'une solution pragmatique qui garantisse leurs intérêts stratégiques et de puissance.

Il eût fallu, sans doute, que la multitude de compétences intellectuelles qui foisonnaient au sein des forces armées, à des niveaux de responsabilité plus ou moins inférieurs, eussent été pleinement associées à la conceptualisation et à la mise en œuvre de la position doctrinale de l'ANP. Cela était possible, je l'affirme.

**Propos recueillis par A. S. (A suivre)**